ABEILLE.

PRIMÉE ET PUBLIÉE TOUS LES JOURS PAR
JEROME BAYON.

LUNDI MATIN, 22 OCTOBRE, 1832.

TICKET RÉPUBLICAIN.

POUR PRÉSIDENT.

ANDREW JACKSON,

DU TENNESSEE.

[redacted]EN,

ELECTEURS D[redacted]NE.

POUR LE PRÉSIDENT ET LE VICE-PRÉSIDENT.

1er District,	J. B. PLAUCHÉ,
2de District,	THOMAS W. SCOTT,
3me District,	TRASIMOND LANDRY,
4me District,	ALEX. MOUTON,
5me District,	GENL. WAL. H. OVERTON.

GOUVERNEUR.

J. B. DAWSON.

INTÉRIEUR.

NOUVELLE-ORLÉANS, 22 octobre.

Le courrier de samedi ne nous a rien apporté de nouveau ; celui d'hier n'était pas arrivé hier soir à 8 heures.

ASSEMBLÉE DÉMOCRATIQUE RÉPUBLICAINE.

Les citoyens du 6ème district qui désirent la réélection d'ANDREW JACKSON comme Président des Etats-Unis, sont invités à se réunir chez M. Charles Richard, rue Tchoupitoulas, à 6 heures et demie du soir, à l'effet d'adopter des mesures convenables pour soutien du *ticket* électoral.

Les navires *Sarah & Caroline* et *Harriet*, partis de Liverpool le 8 septembre, sont arrivés ici hier soir. Les capitaines de ces navires ont eu la complaisance de nous apporter des journaux de cette ville jusqu'au jour de leur départ. On verra par les extraits que nous en donnons, que les nouvelles sont peu importantes.

De nouveaux troubles ont éclaté dans la Vendée.

Le prince de Metternich était passé à Paris, et devait s'embarquer le 4, à Ostende, pour se rendre à Berlin.

Les nouvelles du Portugal n'annoncent aucune affaire décisive entre les troupes de don Pédro et celles de don Miguel. Des lettres d'Oporto en date du 23 août disent que trois corps de *guerillas* agissent en faveur de don Pédro, qui se fortifiait à Oporto. Un navire de 1360 tonneaux a été acheté pour compte de don Pédro, et était parti avec un bateau à vapeur, qui devait avoir 50 canons et 120 hommes pour l'armer à Oporto. Le ministre Palmerston est parti de Londres pour le Portugal avec des dépêches importantes.

L'amiral Sartorius avait fait voile le 21, d'Oporto, pour se rendre le blocus de Lisbonne.

Le corps de troupes recrutées en Angleterre pour le service de don Pédro était parti de Londres. On annonce que 4 à 500 hommes devaient également partir sous peu de temps.

Pendant que les serviles éditeurs du *Journal des Débats* cherchent à déprécier les formes de notre gouvernement, que le *Figaro* épuise ses balivernes périodiques à représenter sous un faux point de vue le peuple américain ; il est du pour tout ami de son pays, de voir ses belles institutions dûment appréciées par l'auteur de l'article du *National* que nous donnons aujourd'hui. L'éditeur de cette feuille est un des rédacteurs les plus distingués des journaux de Paris. Il donne un apperçu sommaire, mais exact des traits les plus caractéristiques du tableau qu'offre notre pays. L'auteur de cet article rend une juste hommage à l'attitude ferme et intrépide de l'intégrité républicaine de notre premier magistrat ; à son patriote incorruptible qui, foulant aux pieds les demi-mesures et les actes à vue étroite, ennemi de la maxime des politiques sans morale, *magna modis tenuare parvis* ; a opposé à cet ancien Romain, *se précipite sans crainte* dans l'abyme que l'ambition et la vénalité ont creusé sous les pas qui *sert de base à nos libertés.*

Toutes les parties de l'union, nous recueillons les rapports les plus favorables du triomphe sur le *ticket* électoral républicain, en novembre prochain. Dans l'ouest, on a poussé le cri de victoire : le Kentucky, l'Indiana et l'Ohio ont ouvert la route dans leurs élections locales, et ils le firent dans la mémorable lutte de 1828 ; le Tennessee a noblement suivi leur exemple ; et la Louisiane, jalouse des services du *vieux héros, et fiere des lauriers* qu'il a attachés son nom, remplira son devoir envers elle-même, et se lavera du soupçon de manquer de dévouement aux *principes républicains.*

Mr. Clay ne recevra pas un seul vote dans aucun des états de l'ouest, excepté peut-être dans l'Ohio. Il ne sauvera pas même tous les votes de cet état ; deux des électeurs choisis par les républicains-nationaux sont ouvertement opposés à Clay ; et il est presque sûr qu'il ne recevra aucun vote de ces états, car les anti-maçons ne peuvent se laisser duper par un marché tel que celui qui a été fait avec ses partisans dans la New-York et la Pennsylvanie. C'est ce que nous apprend l'*Anti-Masonic Régister* de l'Ohio, du 25 du mois dernier qui s'exprime en ces termes :—

"Le *ticket* électoral de Wirt n'est pas encore rempli dans cet état ; mais il le sera dans peu. Le comité comprend fort bien cette importante responsabilité, et il désire vivement remplir son devoir comme il convient. Il veut voter un *ticket* qui ne soit sujet à subir aucun changement après sa publication."

Le comité est chargé de remplir *tous les blancs du ticket* par les noms d'hommes dévoués à Wirt et Ellmaker.

Il est évident d'après cela, que trois *tickets* électoraux seront soutenus *dans l'Ohio* S'il en est ainsi, le succès du parti républicain est assuré.

Voici ce qui précède, nous avons vu une lettre de l'un des hommes les plus intelligents de l'état, qui donne les plus fortes assurances que les votes électoraux de l'Ohio seront donnés à Jackson et qu'il y aura une majorité de 6 à 7 mille voix sur les forces combinées des clayistes et des maçons.

La Pennsylvanie, comme on l'a vu par le résultat de ses élections, reste ferme et inamuable. La majorité de Jackson sur Adams dans cet état lors de la dernière élection générale, fut de 50,000 voix. La Banque ne trouvera pas aussi facile de séduire 50,000 hommes libres et indépendants que d'acheter les deux *Enquirer* (ceux de New-York et de Philadelphie) et de ternir la *Gazette* de cette dernière ville. C'est en vain que ses parasites se rallient sous leur étendard chancelant, que les mécontents de tous les partis emploient tous les moyens artificieux, stimulent toutes les intérêts et remuent tous les préjugés locaux. Tout sera mieux. La démocratie de la Pennsylvanie est unie et enthousiaste—résolue : La Banque n'est pas assez riche pour la corrompre, ni assez puissante pour lui imposer. Voyons maintenant un coup d'œil sur le vote du New-York.

Un journal du matin, du samedi, l'ôte à Jackson pour donner deux calculs différents ; et une autre feuille le lui donne, mais à une maigre majorité. Le scrutin décidera bientôt la question ; que nos opposants aient de la patience, ils verront en novembre le résultat officiel. En attendant, au lieu de donner nos propres spéculations sur les probabilités de l'élection de New-York, nous transcrirons l'opinion d'un républicain vétéran, de M. M. Noah, que nous trouvons dans une lettre écrite par lui à quelques uns de ses amis politiques qui l'engageait à établir un nouveau journal politique à New-York lors de la défection de l'*Courier and Enquirer*. Il motive ainsi son refus :—

"J'ai quelque haute estime que j'ai pour l'influence de la presse dans ce pays, et quelque importance que l'on peut attribuer à l'*unde de publiques distingués* et d'une organisation convenable, il est un fait que je dois vous dire, c'est qu'aucun homme public n'a eu moins de cette aide que le général Jackson. Sa tranquille mais [illegible] garantie par [illegible] éloges [illegible]

[illegible] le vrai dépositaire du pouvoir, n'est que toujours de moitié dans ces alliances. Si la vieille démocratie reste unie, si l'influence est donnée à tous les hommes de réputation et de talent, et qu'on s'abstienne de ces petites disputes et de ces querelles de famille, où est donc cet état la puissance qui pourra nous attaquer et nous renverser ? Si nous nous unissons cordialement, et que nous mettions de côté toutes les jalousies locales et toutes les vues personnelles, nous emporterons le vote électoral à une majorité décidée. Nous devons l'emporter ; à quelle époque de notre histoire les Etats-Unis ont ils présenté une somme plus complette de prospérité nationale ?

"Respect des puissances étrangères ; accomplissement de la foi de la nation dans tous ses contrats et toutes ses promesses ; réparation obtenue pour des torts passés ; liquidation de la dette nationale ; conclusion de traités commerciaux du plus grand avantage : tout cela, pendant que des commotions intérieures ébranlent le centre de l'Europe, prouve que nous marchons irrésistiblement à la prospérité par une voie constante.

"Il est vrai qu'il y a dans le sud un léger nuage de mécontentement et de trouble ; et que des hommes d'une grande habileté sont occupés à répandre de nouvelles et dangereuses doctrines, que les sept huitièmes de l'union ne pourront jamais reconnaître ; cependant, quelque étrange que cela puisse paraître, cette même partie de la confédération ne veut pas se séparer d'ANDREW JACKSON, quoiqu'elle sache que, par ses principes et sa conduite, il est opposé à ces doctrines. C'est pourquoi tout vrai patriote doit désirer sa réélection. Quel autre objet que le bien commun de notre commune patrie pourrait-il avoir en vue, après une vie passée dans les périls et au service public ? Et dans la crise actuelle, je suis convaincu qu'aucun homme ne peut faire plus que lui pour conserver l'union.

"Avec l'élection du général Jackson, (qui est hors de doute,) nous pouvons espérer de voir toutes les parties du pays unies, les principes qui l'ont porté au pouvoir soutenus, les opinions rapprochées, et les dissentions qui existent entre les hommes d'honneur et de talent de la nation amenées à un terme. Telles sont mes vues, et je vous les expose librement. Toujours, que j'aie été ou non employé, j'ai pris un juste intérêt aux affaires du pays, et je vous le dis, armons-nous d'énergie et de confiance et nous réussirons."

Dans la Virginie, l'opposition n'a aucun espoir : elle n'y a même pas un pied à terre. A cette question, "comment votera la Nouvelle Angleterre ?" le *Standard* de New-York répond ainsi :—

"On assure que la perspective de M. Clay dans la Nouvelle-Angleterre est certainement aussi favorable que celle du général Jackson dans l'Ohio ou le Tennessée. Mais prenons dans la *Gazette* du Vermont un calcul fondé sur des faits bien connus, et voyons quel est l'état des choses en cet endroit. En 1828, sur les 51 votes de la Nouvelle-Angleterre M. Adams en reçut 50, un seul ayant été donné au général Jackson. Comment sont les choses aujourd'hui ? Le Maine et le New-Hampshire, qui donnent 17 votes, sont maintenant pour le général Jackson ; le Vermont est pour M. Wirt ; et il n'y a que les états du Massachusetts, du Connecticut et de Rhode-Island qu'il ait quelque chance de gagner ; et dans ces états, il y a trois *tickets* électoraux. Dans le Massachusetts, le parti de Clay n'est nullement sûr du succès ; dans le Connecticut, il admet qu'il ne peut réussir si l'on soutient trois *tickets* ; et, enfin, dans le Rhode-Island il ne peut nommer son candidat à la place de gouverneur, et la majorité de la législature est opposée à Clay. Où est donc la "perspective agréable" de son parti dans la Nouvelle-Angleterre, et d'où lui doit venir son appui?"

Ainsi, de quelque côté que nous tournions les yeux, nous voyons le peuple se rallier pour soutenir son candidat. Rien n'est plus certain que l'élection d'Andrew Jackson ; sa mort seule pourrait l'empêcher. Nous ne serions pas surpris qu'il fût élu à l'unanimité.

ASSEMBLÉE DU 7me. DISTRICT.

A une assemblée nombreuse des électeurs du 7me. district, réunie chez Harvey Norton, samedi soir, 20 courant, M. Pierre Piquery a été appelé au fauteuil, M. R. F. Canfield à la vice-présidence, et M. P. B Phelps nommé secrétaire. Sur motion, le préambule et les résolutions qui suivent, ont été adoptés à l'unanimité :

Dans l'état de crise actuel des affaires de notre pays ; au moment où l'Union est menacée de dissolution par une conspiration de politiques sans principes, et réduits à la dernière extremité ; au moment où nous voyons notre illustre magistrat suprême en but aux attaques d'une coalition ennemie jurée de l'Union ; c'est un devoir impérieux pour tous les bons citoyens, de se rallier autour de la bannière de la constitution, et de soutenir de tout leur pouvoir le magistrat suprême qui a déclaré à haute voix que l'*Union Fédérale doit être et sera maintenue.*

Résolu en conséquence : que cette assemblée, plaçant une confiance toujours croissante dans l'habileté, l'intégrité et le patriotisme d'Andrew Jackson, emploiera tous les *moyens en son pouvoir* pour sa réélection.

Résolu, qu'en interposant son *véto* à la ré incorporation de la banque des Etats-Unis, il a été une seconde fois le sauveur de son pays, et s'est acquis de nouveaux titres à la reconnaissance de ses concitoyens.

Résolu que nous approuvons sincèrement la nomination faite par la convention républicaine générale, de Martin Van Buren, à la vice-présidence des Etats Unis, et que nous le soutiendrons avec zèle et dévouement.

Résolu que nous contemplons avec horreur la coalition des amis de Clay avec ces fanatiques qui ont pris pour mot de ralliement: "*A bas les francs maçons!*" et dont le but avoué est de priver des privilèges de l'Union Américaine les membres de la fraternité maçonnique.

Résolu que les personnes ci-après désignées sont nommées membres d'un comité de vigilance pour ce district: P. Piquiry, L. A. Nadaud, S. Shaw, R. M'Dowell, Théophilus Nash, James P. Heursey, N. Dalton, Piquiry jr., J. L. Rub, George Derminger, Wm. Deneon jr., J. Tinell, Thos. M'Can et R. F. Canfield.

Résolu que les présentes délibérations seront publiées, dans les deux langues, dans toutes les feuilles républicaines.

Résolu que cette assemblée vote des remercîmens à son président et à son secrétaire, ainsi qu'à M. Norton, propriétaire du local.

PIERRE PIQUIRY, président.
R. F. CANFIELD, vice-président.
P. B. PHELPS, secrétaire.

Assemblée des membres du barreau de la N.-Orléans.

A une assemblée des membres du barreau de la ville de la Nouvelle-Orléans convoquée dans la salle d'audience de la *cour du premier district judiciaire de l'Etat* de la Louisiane, ce 20 oct. 1832, à 10 heures du matin, à l'effet d'exprimer d'une manière convenable la perte qu'a éprouvée la société et particulièrement le barreau de la Nouvelle Orléans, dans la mort de l'honorable James Workman, et les regrets sincères qui seront dus à sa mémoire ;

M. Louis Moreau Lislet a été appelé au fauteuil, et M. Christoval G. de Armas, nommé secrétaire.

Sur motion de M. J. J. Mérier *Résolu* qu'un comité de cinq membres soit nommé à l'effet de rédiger et de présenter à l'assemblée des résolutions qui contiennent l'expression des sentimens qu'éprouve le barreau de la Nlle.-Orléans, à la mort de l'honorable James Workman.

Messrs. Henry R. Denis, E. A. Canon, Thos. W. Farrar, John R. Grymes et John Slidell, ont été nommés membres.

Le comité s'étant retiré un instant, à son retour il a présenté les résolutions suivantes :

Résolu que le barreau de la Nouvelle Orléans déplore amèrement la perte qu'il a faite par la mort du respectable James Workman, un de ses plus anciens membres.

Résolu qu'en témoignage de respect pour sa mémoire, les avocats de la Nlle.-Orleans sont invités à porter un crêpe pendant trente jours.

Résolu que les présentes délibérations soient imprimées en anglais et en français, dans les gazettes de [illegible] M. Soulé, lesdites résolutions ont été [illegible]

[illegible] assemblée s'est ajournée.

[illegible] AU LISLET, Président.
[illegible] VAL G. DE ARMAS, Sec.

[illegible] ulière de l'*Abeille.*]

[illegible] ET DE NOTRE AVENIR.

[illegible] *Abeille.*

[illegible] ue l'im-

[illegible] EARE.

[illegible] aussi est [illegible] es faibles [illegible] ignorants [illegible] ctions sont [illegible] r des prin-[illegible] ce, Après [illegible] à traiter de [illegible] ne saurait se [illegible] compte dans [illegible] emption, [illegible] contre

nous l'opinion publique, en répandant des contes faits à plaisir et purement imaginaires, pour nous décréditer parmi le peuple. On nous considère comme de vrais bandits.

Je crains que nos prêts libéraux aux éditeurs ne nous aient causé un cruel dommage ; car nous avons vu quelques centaines de ceux qui n'avaient pas eu part au gâteau, se servir de leurs presses mensongères pour se venger de nous par des sorties pleines de fiel. Nous nous sommes fait un *conducteur* qui attire la foudre assez près de nous pour nous dessécher, si non pour nous consumer. Ces envieux imposteurs disent aujourd'hui que nous sommes à la veille de faire banqueroute, et cette opinion est celle du public. Demain ils diront que nous sommes riches comme des Crésus, par suite de remises qui pleuvront sur nous de tous les côtés ; et le peuple croira aussi que l'âme d'un homme crédule est comme un muséum où nous voyons des animaux d'espèces et d'organes différents, oiseaux, bêtes fatouches, poissons et reptiles, confondus ensemble: Il est des époques où les hommes sont disposés à ajouter foi aux absurdités les plus monstrueuses. C'est dans une époque semblable que nous nous trouvons ; nous avons rencontré de ces mauvaises langues, et notre beau nom, jusqu'ici sans tache, est devenu par l'œuvre des médisans noir comme du charbon de terre.

Ils disent que la séduction et la corruption ont été l'*âme de nos transactions*

Ils disent que nous avons prêté plus de 28 millions de piastres en 16 mois.

Ils disent que *nous refusons* d'escompter de bon papier, quand nous en avons les moyens.

Ils disent que parfois nous escomptons des billets *sans égard pour obliger un ami politique.*

Ils disent que la banque a presque doublé le montant de ses prêts depuis décembre 1829 jusqu'en décembre 1831.

Ils s'élevaient à la première date à $16,606,959 27
à la seconde date à 29,693,065 67

Je déteste ces particularités, en ce que le peuple y croit.

Ils disent que vous avez envoyé dernièrement dans le Kentucky quatre-vingt-dix mille aigles d'or.

La seule ne précédente, ils disaient que vous n'aviez pas une piastre à mettre dehors, et que vous aviez dépêché auprès des courtiers-rois de l'Europe un envoyé chargé de négocier un emprunt avec eux.

Que quelques articles comme nous m'entragent au point que je m'écrie, comme l'usurpateur dans une scène finale: "Je ne veux plus rien entendre. Ne m'apportez plus de nouvelles." Mais, en y réfléchissant, nous n'avons rien à gagner à nous boucher les oreilles ou à fermer les yeux.

Eh bien, eh bien ! l'orage passera; et si nous économisons nos gains nous pourrons à notre tour devenir courtiers-rois, à l'expiration de notre charte; et nous ne manquerons pas de sujets. Je suis presque sûr que nous pourrons devenir actionnaires de la banque que *jette le général Jackson.* Il ne sera pas intraitable, si nous pouvons seulement le chatouiller où le bât le blesse, et si nous savons étudier ses modes et ses temps. Et vraiment, il sera fier de pareils convertis: ce sera le moment de le convertir. Fiez vous à moi.

Je vous le dis nettement, nous avons perdu notre *partie en politique,* (les banques ne devraient jamais avoir de politique,) et il nous faut maintenant essayer la religion. Je crois sérieusement aux peines et aux *récompenses,* quoique je n'ajoute aucune foi à ces descriptions si exactes des localités du paradis et de "de l'autre endroit," que nous font nos évangéliques professeurs. *Quand on demanda à Socrate* ce qu'il y avait dans l'autre monde, il répondit, "je n'en sais rien, parce que je n'y ai jamais été et que je n'ai jamais causé avec personne qui en revînt."—Cela était modeste; mais Socrate, quoique éloquent, n'eût été qu'un pauvre prédicant méthodiste. Les hommes n'aiment pas le doute; moins ils savent, plus ils croient. C'est pourquoi je veux monter ma lyre et ma voix au ton et au temps de ces honnêtes sorcroyants. Je ferai exécuter, d'après l'Enfer de Dante, une carte topographique des régions basses, enjolivée de dessins et rendue susceptible d'être vendue aux anti-maçons. Je montrerai la caverne même, le palais infernal d'où les francs-maçons évoquent le diable par une incantation particulière; mais cette incantation je ne la révélerai pas, de peur que trop d'individus n'aient la fantaisie de le conjurer à toutes les heures de la nuit. Il y a des gens qui pensent qu'il a déjà trop d'occupation parmi les hommes. Je montrerai l'échelle même par la quelle il s'élève du fond de l'abyme, et qui est plus longue que celle de Jacob de plusieurs coudées. Je souhaite que ceci reste secret pour le moment, de peur que quelque contrebandier ne me vole mes insinuations et ne prenne son droit d'auteur avant moi. J'ai beaucoup à dire. Q.

BATON-ROUGE, 20 octobre.

Nous avons vu avec le plus grand plaisir qu'on faisait circuler une souscription pour établir un chemin à chaîne entre Bâton Rouge et la rivière Amite. Interprètes des sentimens de nos concitoyens, nous félicitons ceux qui travaillent à faire exécuter ce projet ; s'ils réussissent, ce dont nous ne doutons nullement, ils auront bien mérité de leur pays et plus tard, leurs concitoyens *leur sauront gré d'avoir pris à cœur l'intérêt public* en commençant une œuvre dont tout le monde voit la nécessité mais que personne peut-être n'aurait osé entreprendre.

Notre ville jusqu'à présent n'a pas été aussi florissante que sa position et la salubrité de l'air qu'on y respire pourraient le faire espérer; un chemin à coulisse ne peut manquer de la rendre ce quelle doit être. Elle deviendra un débouché pour tous les produits de l'intérieur. Les cotons, qui au lieu d'arriver à la N. Orléans par les lacs y descendront par le fleuve, ne perdront point de leur valeur et seront classés au rang de tous ceux qui se récoltent dans l'état. Le transport de ces produits nous amènera une foule d'étrangers dont la présence animera les affaires et donnera à notre ville une activité dont elle est totalement dépourvue.

Compterons-nous ensuite pour rien les autres avantages que pourra vous procurer un chemin à coulisse? Les parties de plaisir que nous pourrons aller faire à l'Amite se rendront elles donc point en parties de lac à la N. Orléans ; l'avantage nous en sommes convaincus, sera de notre côté; aussi pourrons nous espérer de voir notre ville devenir un lieu de plaisir, où les uns trouveront quelques délassements après la saison des affaires et les autres viendront rétablir leur santé affaiblie, en respirant un air bien plus pur que dans aucune autre ville de l'état. [*G. de Bâton Rouge.*]

Les deux compagnies de troupes des Etats-Unis qui étaient parties de notre garnison pour aller combattre les sauvages, sont arrivées mardi par le bateau à vapeur Caroline.

Leurs rangs ont été éclaircis, non par l'ennemi qu'elles avaient été combattre, mais par un autre contre lequel elles ne pensaient pas avoir à lutter à l'époque de leur départ. Huit soldats et le lieutenant Torrance dont nous avons annoncé la mort il y a quelques semaines, ont été victimes du choléra, un nombre d'autres en ont aussi été attaqués mais n'y ont point succombé. Le choléra ne régnait point à St. Louis lorsque les deux compagnies y ont passé ; la ville était aussi saine qu'elle l'a toujours été. On nous a assuré qu'il y avait eu quelques cas de choléra à Jefferson Barracks, mais qu'il n'en existe aucun maintenant. (*Ibid.*)

EXTÉRIEUR.

FRANCE.

PARIS, 18 août.

DE QUELQUES NOUVELLES VENUES DES ETATS-UNIS.

Depuis quelque temps il a plu des injures et des calomnies contre les Etats-Unis d'Amérique. La presse de Londres, toujours pleine d'aigreur quand il s'agit des formes de la liberté transatlantique, a été pour sa part extrêmement violente ; et la seule production littéraire qui ait eu peut-être du succès en Angleterre a été un ouvrage composé exprès pour dénigrer l'Amérique et ridiculiser les *yankees* (1). Quelques symptômes, nous le disons avec peine, témoignent de cet esprit de dénigrement même parmi nous. Il y a des hommes qui ne peuvent pardonner à l'Amérique du nord le crime d'être une république ; les hommes qui, malgré les faits et l'expérience, persistent à nier qu'elle fasse des progrès en puissance et en tranquillité ; que ses institutions soient durables, sa liberté réelle ; qu'en un mot *rien y soit à sa véritable place.* Ces politiques ne cessent de prédire que sa liberté exubérante est menacée d'une prochaine convulsion, et l'unité de l'état d'un déchirement.

La session du Congrès qui se termine dément ces craintes affectées, ces reproches mensongers. Elle a été remplie par les deux questions les plus graves qui puissent diviser un peuple en partis. Ces deux questions ont été discutées avec une véhémence de passion et de langage qui se rencontrait dans le public comme au sein des chambres ; cependant, d'un bout de l'Union à l'autre, il n'y a pas eu un seul symptôme de trouble, une seule violation de l'ordre public.

La première question est celle du *tarif* ; ce tarif est un droit prohibitif contre l'importation de la plupart des produits manufacturés de l'Europe. Comme la partie septentrionale de l'Union possède seule des manufactures, et que le midi est exclusivement agricole, le tarif est une taxe qui protége le nord aux dépens du sud. De cette façon, les intérêts de deux tastes portions du pays se trouvent en opposition directe. Ceux qui désignent l'Amérique prétendent qu'il en doit résulter une séparation ; et certainement ne pouvait le pas

voquer plus directement que la question qui a été soulevée cette année. Cependant les ennemis de l'Amérique ne sont vus désappointés. Après des débats très-animés, un bill, tendant à établir un nouveau tarif, a été adopté sur la proposition de M. Adams. Un droit de quelques millions a été remis aux états du sud ; et, quoique aucun des partis ne se trouve satisfait (car un des privilèges de la liberté c'est de se plaindre), les citoyens de la Géorgie et des Carolines sont aussi loin de songer à une séparation qu'aucune province d'aucune monarchie européenne.

La seule question, qui n'est en apparence qu'un diffé rend entre le président et le sénat, est en réalité une continuation de la grande lutte entre le parti populaire d'un côté, et l'aristocratie commerciale de l'autre, lutte qui date des premières années de l'indépendance américaine. Il est inutile de s'y arrêter, à cause de l'analogie qu'elle offre avec l'état de nos divisions depuis juillet 1830.

Immédiatement après l'accomplissement de la grande révolution américaine, il se manifesta deux partis politiques. L'un désirait appliquer le principe de cette révolution, et doter l'état de vraies institutions républicaines. En opposition à ce parti, il s'en éleva un autre qui commença par déplorer que la révolution eût été portée si loin, et qui, jetant en arrière des regards de regret vers la monarchie, gémissait sur la perte de ses splendeurs, de ses places, de ses honneurs et de ses pensions. *Comme il n'y avait pas moyen* de rappeler la monarchie, ce parti se détermina à en conserver ou du moins à en ressusciter l'esprit. En *conséquence, il soutint et posa en principe qu'un gouvernement ne pouvait exister si toute influence ne découlait d'en haut, c'est-à dire du pouvoir exécutif ; et* il en tira la conclusion qu'il fallait *renforcer l'autorité* du président et lui donner tous les moyens d'action : le pouvoir nécessaire pour dompter les rebelles, de l'argent et des places pour les gens ruinés, des rubans et une cour pour les vaniteux.

Durant les premières années de l'indépendance américaine, le parti anti-républicain ou intrigant put garder son ascendant, le peuple n'étant pas encore assez prévenu contre le danger de pareilles maximes. Ce parti employa toutes les manœuvres compatibles avec la lettre de la constitution pour établir et consolider sa puissance. N'ayant pas réussi à se procurer quelque chose de semblable à une aristocratie héréditaire dans une des deux chambres, il créa et accrut la dette publique, fonda un ministère de la trésorerie avec des places et des ramifications innombrables, et conçut le plan d'une banque ; en un mot, il fit tout ce qu'il put pour enrôler et rallier autour de lui les puissans intérêts des hommes d'argent ; et, dans le fait, il réussit à organiser, pour le soutien de son gouvernement, une forte légion de capitalistes.

Alors vint la révolution française. La France, qui avait aidé l'Amérique à défendre son indépendance contre la tyrannie anglaise, était à son tour menacée d'une coalition de souverains, et parmi ceux-ci figurait le souverain de l'Angleterre. Le peuple américain sentit aussitôt la nécessité de se porter du côté de la liberté et de la France. Mais le gouvernement et ses soutiens, les capitalistes, s'écrièrent qu'ils ne pouvaient suffire aux frais d'une guerre, et qu'il était bien plus sage d'épouser le parti de l'Angleterre monarchique que de la France républicaine. Ce fut dans cette occasion que le peuple américain put choisir entre ses chefs et apprécier la sincérité de leur amour pour la liberté. Un parti qui laissait périr un autre gouvernement né du même principe, c'est à dire de la résistance populaire, et qui se tournait de préférence vers l'alliance des monarques absolus, fut jugé, et à bon droit, par les Américains, indigne d'occuper le gouvernement chez un peuple libre. En conséquence la nation entière se rangea sous le drapeau des hommes populaires, de ces amis des institutions républicains, qui jusqu'alors avaient été en minorité. Elle éleva à la présidence Jefferson, chef de ce parti ; et graduellement les *fédéralistes,* qui formaient le *juste-milieu* de l'Amérique, tombèrent dans le discrédit avec leurs regrets, leurs imitations de la corruption monarchique.

Quoique chassée ainsi de l'administration et du pouvoir exécutif, l'aristocratie d'argent conserva une influence formidable. Jefferson et ses successeurs lui firent une guerre acharnée, non par des insurrections ou par la violence (qu'est il besoin de la force là où chaque citoyen prend part au gouvernement avec son vote électoral ?), mais par des mesures législatives et constitutionnelles. Au bout de plusieurs années, ils réussirent à payer la dette publique, à abolir les emplois inutiles dans la trésorerie et autres ministères, à réformer la magistrature, et à rendre républicaine en réalité l'Amérique, qui jusque-là ne l'avait été que de nom.

Quelles furent les conséquences de ce changement de système ? L'insurrection, les commotions des classes inférieures, et les terreurs des classes moyennes, qui avaient été fréquentes sous les administrations précédentes, ne se montrèrent plus sous celle ci ; et la grande masse des petits capitalistes et des commerçans de second ordre vit s'accroître sa prospérité par la prédominance d'un système que jusqu'alors ils avaient repoussé en se faisant par ignorance l'écho des déclamations des aristocrates d'argent et des partisans du monopole.

Les Américains s'accordent depuis long-temps à dire que leurs anciens partis sont éteints ; cela est vrai en tant que nul n'ose être anti-républicain, ni s'avouer l'adversaire d'un régime qui a eu d'aussi heureux résultats. Néanmoins l'aristocratie commerciale est encore nombreuse, et garde ses anciens penchans ; elle domine dans le sénat et n'est pas représentants dans la seconde chambre. D'un autre côté, le président Jackson, disciple de Jefferson, se considère comme le champion des intérêts populaires. C'est donc d'après les anciens principes de son parti qu'il a mis son *véto* sur la loi pour le renouvellement de la banque, loi que la législature lui avait transmise. Il a amplement détaillé les raisons qui l'ont déterminé à cette mesure, dans le document qui accompagne son refus écrit. Il a agi, en tout cas, dans les limites de sa prérogative constitutionnelle, comme le sénat a usé récemment de la sienne en refusant de sanctionner le choix qu'avait fait le président Jackson du vice président Van Buren pour le poste d'ambassadeur à Londres.

Aussi l'Amérique est le véritable pays de la légalité. On ne voit pas là d'émeute, comme à Paris ou à Birmingham, pour forcer les pouvoirs de l'état à user de leur prérogative dans tel sens plutôt que dans tel autre. Les peuples qui ont des droits politiques n'ont pas besoin de se dégrader par des hurlemens auxquels le pouvoir répond par des mitrailades, quand il est le plus fort, et par des concessions de mauvaise grâce et de mauvaise foi quand il est le plus faible.

Si néanmoins le président s'était montré précipité ou peu judicieux sur ce point, ou sur tout autre de la politique nationale, la constitution a placé le remède à côté du mal. Le moment de la réélection approche, et le peuple des Etats-Unis nous déclare quel est le système qu'il approuve. Si Jackson est réélu, le sénat, renouvelé bientôt aussi dans le même esprit, abandonnera son projet de banque ; s'il est remplacé par Clay ou par tout autre candidat, l'aristocratie commerciale ressaisira l'influence, mais on peut prédire qu'elle n'en abusera pas, puisque l'épée du jugement populaire est suspendue sur un parti comme sur l'autre.

C'est dans un gouvernement tel que celui des Etats-Unis que la maxime *Le souverain ne peut mal faire,* fiction avouée dans une monarchie, devient une réalité. Là, *ni homme d'état ni coterie d'hommes* d'état ne peuvent suivre leurs intérêts particuliers ou leurs caprices, s'ils sont tout à fait contraires à ceux de la grande *masse du peuple.* Là, les qualités individuelles, quelque prononcées, quelque grandes qu'elles soient, cèdent, et s'effacent devant cette volonté générale. Peut-il y en avoir un exemple plus frappant que celui du président Jackson? Ce soldat, rude, violent et volontaire, qui disait on, devait tirer l'épée au premier obstacle, à peine élevé à la souveraineté élective, il a pris la gravité, la dignité, la courtoisie d'un premier magistrat chargé de donner à tous l'exemple du respect des lois. La presse fédéraliste n'a cessé de se déchaîner contre lui ; ses amis ont répondu, mais nul n'a été poursuivi pour offense ou calomnie envers sa personne. Pour quoi en est il ainsi de lui et de tous ceux qui ont occupé ce poste élevé ? C'est parce qu'ils ne peuvent se former aucun intérêt propre à leur éminente dignité ou distinct de celui de la nation. Ils n'ont ni à fonder une dynastie, ni à se faire pour eux et pour elle des partisans ailleurs que dans le peuple. Leur place est un poste temporaire où il faut déployer honneur et talens, sans profit et même sans jouissance immédiate. Un nom dans l'histoire est la seule récompense d'un président américain. (*National.*)

(1) Ce livre est le *Voyage de mistress T....* Il a eu grand succès dans les salons aristocratiques de Londres, et ce qui prouve que les salons de notre ci-devant ne sont pas encore à la hauteur de la véritable bonne compagnie, c'est qu'ils ont vécu dans l'ignorance de l'inexprimable bonheur de lire que le livre de mistress T.... leur eût procuré.

PARIS, 15 août.

L'autopsie du corps du duc de Reichstadt a été faite le 23 juillet, dans le château de Schœnbrunn, par MM. Sinnhitsch, chirurgien de la cour, Jean Malfatti, médecin ; François Wirer, docteur-médecin ; Jean de Hiéber, médecin de la cour ; le docteur Rhinna, idem.; le docteur Zangori, médecin du château, remplissant les fonctions de secrétaire.

Voici les résultats de cette autopsie :

1°. Etat extérieur.—Le corps était tout amaigri ; point les taches livides ordinaires en pareil cas des traces de piqûre de tangues, et, au sommet de la tête et sur la poitrine, des marques de friction d'onguent de stame de tartre ; aux deux bras, des taches provenant de vésicatoires. La charpente osseuse de la poitrine était longue et étroite par rapport au reste du corps ; la poitrine plate, le cou long. Tout le corps à 5 pieds 9 pouces de longueur. La peau était rude et s'écaillait facilement.

2°. Dans la crâne.—La consistance du crâne était très compacte ; cependant, aux sutures il était transparent et se confondait en plusieurs endroits avec la dure-mère. Lors de l'enlèvement de la boîte osseuse du crâne, il sortit un peu de sérosité, par suite d'une lésion causée par la scie. La pellicule dure du cerveau était extraordinairement dense, et tenait par des ligaments fibreux à la pie-mère. Les vaisseaux sanguins sur le cerveau étaient remplis d'un sang de couleur foncée ; le cerveau paraissait avoir été comprimé par le crâne. Dans la cellule gauche se trouvait amassée une once de sérosité ; dans la cellule droite, au contraire, une très petite quantité. Après avoir enlevé le cerveau, on recueillit encore dans le crâne environ deux onces de sérum. Le cervelet était également plus compact qu'à l'ordinaire ; du reste, il se trouvait dans l'état normal.

3°. Dans la cavité de la poitrine.—Le sternum n'avait qu'un demi-pouce de large et extrêmement court. Le poumon droit adhérait aux côté et au tissu cellulaire ; toute sa substance consistait en un nombre infini de tubercules d'une matière squirreuse carnée mateuse, avec un peu très-liquide et d'une odeur extrêmement fétide. A la partie supérieure du poumon gauche, il y avait un tubercule en suppuration ; le reste du poumon gauche, ainsi que le cœur, était dans un état parfaitement sain. La glande du thymus était plus grosse qu'à l'ordinaire, et durcie d'une matière cartilagineuse ; elle était grenue dans l'intérieur, et présentait presque le même aspect que le poumon après l'écoulement du pus, si ces parois du larynx étaient corrodées, probablement par suite du passage du fluide des poumons.

4°. Dans la cavité du ventre.—Le foie grand, mais dans un état tout à fait normal. La vessie du fiel jaunâtre ; le pancréas en bon état, la rate extraordinairement grande et molle. L'estomac plus petit qu'à l'ordinaire, du reste, en bon état ; les glandes mésentériques plus grosses et plus grenues que de coutume ; au reste, le canal intestinal n'a présenté rien d'anormal. Les deux reins, surtout celui de gauche, avaient un peu plus de la grandeur ordinaire ; ils étaient, du reste, en bon état, ainsi que la vessie.

☞ Nous sommes autorisés à offrir les paris suivants :

$200 que JACKSON aura l'Etat ;
200 qu'il aura 100 voix de majorité ;
200 qu'il aura 200 voix de majorité ;
200 qu'il aura 300 voix de majorité ;
200 qu'il aura 400 voix de majorité ;
200 qu'il aura 500 voix de majorité ;
200 qu'il aura 600 voix de majorité ;
200 qu'il aura 700 voix de majorité ;

ET DE PLUS, $500

*qu'il aura la majorité dans la paro